

Alexandre Jardin : « L'écologie sert d'outil de contrôle social »

écrit par Jeanne la pucelle | 6 mai 2025



L'écrivain Alexandre Jardin. (photo JOEL SAGET/AFP via Getty Images)



L'écrivain Alexandre Jardin. (photo JOEL SAGET/AFP via Getty Images)

Alexandre Jardin : « L'écologie sert d'outil de contrôle social »

PAR [ETIENNE FAUCHAIRE](#)

4 mai 2025 20:54 Mis à jour: 5 mai 2025 15:16

ENTRETIEN – Un vent glacial souffle sur la République de l'égalité des droits. Après le pass vaccinal pour limiter la propagation du Covid-19, voici venu le temps du « pass gueux » pour limiter le niveau des émissions de CO₂. Dans son ouvrage *Les #Gueux* (éditions Michel Lafon), [Alexandre Jardin](#) dénonce l'entrée en vigueur d'un « dispositif de ségrégation sociale » : les zones à faibles émissions (ZFE). Censées protéger l'air, elles

redessinent la carte du pays, filtrant la pollution... et les citoyens qui n'ont pas les moyens d'acheter un nouvel engin qui pollue moins. Interdiction d'accès, autorisations dérogatoires, caméras intelligentes : l'écrivain et pamphlétaire alerte aussi sur la mise en place d'une société de surveillance. « L'écologie sert de prétexte à la mise en place de politiques d'hypercontrôle social. Et comme lors de la crise du Covid, l'arme principale reste toujours la même : la peur. ». Cependant, l'homme qui voit dans ce combat la poursuite de celui des Gilets jaunes, lance un avertissement : si les amendes pleuvent, la révolte éclatera. « Cette fois, la France populaire ne peut pas s'adapter au délire écolo-administratif. »

Epoch Times : Les ZFE se sont durcies depuis le 1^{er} janvier. Mais l'examen du projet de loi qui pourrait donner lieu à leur suppression a été interrompu mercredi, repoussant une nouvelle fois l'espoir d'un changement législatif. À vos yeux, un jeu politique et parlementaire est-il actuellement à l'œuvre pour les maintenir coûte que coûte ?

Alexandre Jardin : L'interruption de l'examen du projet de loi de simplification, qui repousse à *sine die* l'éventuelle suppression des ZFE, est un véritable scandale démocratique. Le vote est encore reporté, l'ordre du jour sans cesse réorganisé, sans doute dans l'espoir de tomber sur un moment où le moins de députés de province seront présents pour que les députés des centres-villes puissent faire pencher la balance. C'est une forme de détournement démocratique en bonne et due forme, mené dans les règles, mais contre l'esprit des institutions.

Selon un sondage Ipsos publié mardi, 8 Français sur 10 se prononcent pour la suppression des ZFE. Ce sondage a

créé une véritable panique politique, puisque ce chiffre, massif, révèle une fracture entre les élites politiques et le peuple, et qu'il témoigne d'un consensus rare dans une société aussi divisée que la nôtre.

Le gouvernement, qui persiste à vouloir imposer un dispositif de ségrégation sociale sous couvert d'écologie, redouble néanmoins de manœuvres parlementaires pour imposer cette mesure.

Pourquoi un tel entêtement ? Parce que les ZFE sont l'un des piliers du Pacte vert européen. Ces ZFE ne tombent pas du ciel : elles découlent des normes de pollutions prévues dans la directive européenne sur la qualité de l'air, que la France a transposée à sa manière. Ils savent que si la France commence à détricoter ce dispositif, l'effet domino pourrait se propager ailleurs en Europe.

Vous n'hésitez pas à qualifier les ZFE de véritable mesure de « ségrégation sociale » et comparez, dans votre pamphlet, les dérogations administratives accordées aux citoyens souhaitant franchir ces zones à un « pass gueux », référence explicite au pass vaccinal instauré durant la crise du Covid-19. Pour les Français qui n'ont pas les moyens, ou refusent d'acheter, par exemple, un véhicule électrique, peut-on selon vous parler d'un confinement géographique qui ne dit pas son nom ?

C'est tout à fait cela : un confinement qui ne dit pas son nom. Oui, la plupart des Français veulent respirer un air plus sain. Mais pas au prix d'une ségrégation sociale qui contredit frontalement les principes républicains d'égalité des droits.

Ce qui se joue ici, c'est ni plus ni moins que la

partition du territoire : d'un côté, les centres-villes, qui ne veulent plus ni des ruraux ni des prolos, de l'autre, les périphéries et les zones rurales reléguées. En somme, c'est l'érection d'une « forteresse Boboland ». Parce que le principe sous-jacent est clair : purifier l'air des riches en expulsant les pauvres.

Soudain, on recrée des sous-citoyens. Des gens qui n'ont plus les mêmes droits que les autres, simplement parce qu'ils possèdent une voiture d'un certain type. Interdire les véhicules classés Crit'Air 3, 4 et plus revient à exclure une part significative de la population. Quand on trie les voitures, on trie les gens : on fait donc du tri humain.

Dans la vraie vie, les gens ont besoin de leur voiture pour vivre. Une infirmière ne peut pas se rendre à l'hôpital sans véhicule. Or, tous les CHU sont aujourd'hui situés en zone ZFE. Les malades aussi doivent pouvoir se déplacer pour se faire soigner. Et comme la métropolisation a concentré tous les services publics dans les grandes villes, interdire l'accès aux véhicules jugés trop polluants revient à en priver les plus modestes, y compris l'accès à leur propre patrimoine. Qui pourra encore aller admirer Notre-Dame de Paris rénovée, si entrer dans la capitale devient un luxe réservé à quelques-uns ?

Quand on ose leur faire remarquer l'injustice du dispositif, certains ministres ont répliqué : « Ils n'ont qu'à prendre le train ». C'est une réponse honteuse. Par exemple, le prix d'un aller-retour Bordeaux-Paris en TGV pour une famille de quatre personnes dépasse les 400 euros. Autrement dit, on restaure l'équivalent d'un octroi médiéval autour des grandes villes : seuls les plus aisés auront encore le droit de les franchir.

Car une grande part de la population n'a pas les moyens de faire un chèque de 10 à 15.000 euros pour un véhicule d'occasion « conforme » ou d'acheter une voiture électrique à 35.000 euros. Rappelons que près d'un quart des Français n'ont plus d'argent sur leur compte courant dès le 16 du mois. Parmi eux, nombreux sont ceux qui utilisent l'un des 11 millions de véhicules bientôt interdits...

Les maires et les élus locaux se réveillent également en raison d'un angle mort du projet qui commence à les alerter sérieusement : les personnes âgées. Beaucoup de retraités s'installent à la campagne, car la vie y coûte moins cher, et on peut y avoir une maison, un jardin. Mais ce sont aussi ceux qui roulent avec de vieux véhicules. Leur demander d'en changer revient à leur imposer des dépenses qu'ils ne peuvent pas assumer.

Et même s'ils en avaient les moyens, il leur faudrait contracter un crédit. Or, à 80 ans, aucun établissement bancaire ne vous prêtera sur 10 ans pour acheter une voiture. Résultat : on assigne à résidence des millions de seniors. On leur dit : restez chez vous, en silence. Et demain, ces personnes devront rejoindre des EHPAD faute de pouvoir simplement aller faire leurs courses ou se rendre à un rendez-vous médical. Quant à l'idée de porter un pack de lait dans un bus bondé à 82 ans...

C'est un délire technocratique, déconnecté du réel. Une double crise se profile : morale, parce qu'on trahit les valeurs d'égalité de la République, et sociale, car on instaure une partition du territoire fondée sur les moyens financiers.

Il est difficile de croire que ceux qui défendent ce projet puissent sérieusement penser que la nation va accepter une telle rupture d'égalité.

Au-delà des ZFE, ce que révèle cette situation, c'est tout un modèle d'écologie fondamentalement inégalitaire. Une écologie de riches, conçue par et pour des urbains aisés, prêts à payer plus cher pour manger bio, à changer de voiture tous les trois ans, à rénover leur logement à coups de 50.000 euros pour se conformer aux fameux DPE. Mais tout cela est hors de portée pour les classes populaires.

Ces normes, ces obligations, ces travaux imposés aux copropriétés font basculer des familles entières. Certaines doivent vendre leur logement, simplement parce qu'elles ne peuvent plus assumer les charges. Et voilà qu'émergent des sociétés, et même des collectivités, qui proposent de faire les travaux à votre place... en échange de 30 % de la valeur de votre bien. C'est de la spoliation. Froidement organisée. Et présentée comme écologique.

Vous mettez en garde contre le risque que les ZFE nous fassent basculer dans une « société de ségrégation ». Mais au-delà de cette « partition sociale », vous alertez aussi sur une dérive plus insidieuse : celle d'une « société de surveillance », où l'écologie sert de prétexte à un contrôle de plus en plus strict des comportements individuels.

Tout converge : de la société de ségrégation à la société de surveillance. On assiste à un véritable détournement de l'écologie, qui sert désormais de prétexte à la mise en place de politiques d'hypercontrôle social. Car la ZFE n'est pas un cas isolé : elle s'inscrit dans un empilement d'outils de restriction et de surveillance, déployés au nom du climat.

Or, à l'origine, l'écologie était un humanisme. Elle portait une vision de la protection du vivant, du lien

entre l'homme et la nature. Elle n'avait rien d'un instrument de coercition sociale. Ce que j'appelle une « écologie non-violente », c'est une écologie concrète, active, fondée sur la participation des citoyens, non sur leur mise au pas. À l'inverse, l'écologie politique actuelle s'est transformée en un immense projet de contrôle des activités humaines. On est passé de l'engagement environnemental à l'ingénierie sociale.

Ce basculement s'est produit au moment où les élites ont compris que l'écologie pouvait devenir un levier puissant : d'une part, un outil de pouvoir, de surveillance et de contrôle social ; d'autre part, un moyen de relégitimation des bureaucraties. Ne répondant plus aux fractures sociales, les administrations se sont inventées une nouvelle mission : « sauver la planète ». Et ce fantasme technocratique est aujourd'hui devenu la colonne vertébrale du projet européen.

Quand j'étais enfant, l'Europe, c'était un marché commun. On fabriquait des avions, on construisait Airbus. Il n'était pas question d'un projet messianique visant à remodeler les sociétés en profondeur, à soumettre les peuples et, au passage, à casser des pans entiers de l'économie.

Car le résultat est là : l'écologie punitive, bureaucratisée et hors-sol a produit des ravages. Dans le logement, l'énergie, l'agriculture... les effets sont destructeurs. Et comme lors de la crise du Covid, l'arme principale reste toujours la même : la peur.

Ainsi, la ministre Agnès Pannier-Runacher évoque plus de 48.000 morts par an liés à la pollution, et affirme que sans ZFE, ces morts continueront de s'accumuler. Ce chiffre a d'ailleurs déjà été démenti à plusieurs reprises.

Dans votre ouvrage, vous identifiez trois grandes phases : la crise des Gilets jaunes, celle du Covid, puis celle des ZFE. Pourriez-vous expliquer dans quelle dynamique s'inscrivent à vos yeux ces trois périodes ?

Avec le mouvement des Gilets jaunes, la France dite « périphérique » s'est rappelée au bon souvenir d'une France des métropoles persuadée d'être majoritaire. Invisible dans les médias, ignorée dans les centres de décision, cette France réelle est réapparue avec fracas pour dire : « Vous ne pouvez pas gouverner à partir de vos lubies et de vos obsessions, sans tenir compte de nos vies concrètes ».

Mais la crise des Gilets jaunes, marquée par la répression, s'est conclue dans une grande opération de diversion : un Grand débat national qui, sous couvert de consultation populaire, n'a débouché sur aucune remise en question. Surtout, la caste parisienne a retenu de cet épisode qu'il ne fallait plus jamais que le gueux en colère ne puisse approcher les lieux de pouvoir.

Puis est venue la crise Covid, durant laquelle le peuple fut enfermé et toute révolte sociale, gelée. Là, une nouvelle étape a été franchie : celle de l'hyper-contrôle social, instauré au nom de l'urgence sanitaire. Et ce fut, selon moi, un tournant. Les élites urbaines ont compris que le peuple pouvait obéir, massivement, à des mesures autoritaires, dès lors qu'on invoquait la peur.

Nous entrons maintenant dans une troisième phase : celle des ZFE. On retire aux citoyens des classes populaires les clefs de sa voiture, instrument de pouvoir individuel : s'approcher en TGV, c'est plus facile à contrôler.

Cependant, vous lancez un avertissement sans détour :

« Il va y avoir une révolution, une vraie, si les PV commencent à pleuvoir. [...] J'affirme ici que si des amendes sont massivement envoyées à partir du 1er janvier 2026 pour sanctionner 25 millions de Français innocents, coupables seulement de vouloir travailler, se soigner ou maintenir des liens, alors la révolte des gueux aura bien lieu. Le peuple ne pourra pas faire autrement. » Lors de vos échanges avec les membres du gouvernement, les avez-vous directement interpellés sur ce point ?

Il y a quelques jours, je discutais avec un parlementaire du parti présidentiel. Il était certain que la mise en place des ZFE allait passer, presque avec facilité. Je lui ai répondu, un peu provocateur : « Si vous êtes si sûrs de vous, allez-y. Allumez les radars, installez les caméras, criblez le pays d'amendes. Punissez le peuple et regardez bien ce qui se passe. » Et soudain, j'ai perçu un flottement, comme une prise de conscience. Car l'application concrète de leur délire idéologique est, en réalité, socialement insoutenable.

Le chiffre de 78 % d'opposition des Français aux ZFE, au-delà de sa puissance statistique, dit autre chose : il révèle une solidarité entre ceux qui ont encore accès aux centres-villes et ceux qui en sont exclus. C'est un chiffre plein d'humanité. Il rappelle que la devise « liberté, égalité, fraternité » reste profondément ancrée dans la conscience collective française et que les Français sont un peuple très républicain.

Le gouvernement devrait se douter que le peuple ne pourra pas, ne voudra pas accepter cette logique. Car elle viole, en profondeur, l'idée même d'égalité républicaine.

Selon vous, le gouvernement ne peut ignorer les conséquences à venir, et pourtant, vous ne laissez aucun

doute dans votre ouvrage : il ira jusqu'au bout. « Beaucoup se disent que c'est tellement discriminatoire que l'État finira par reculer. Hélas, c'est mal connaître nos écolo-bureaucrates », écrivez-vous, en rappelant le précédent du pass vaccinal, que les responsables politiques avaient pourtant promis de ne jamais instaurer. Et vous ajoutez : « Ils ont vu que l'hypercontrôle social a été toléré, le test grandeur a eu lieu. Alors, ça commence ». À ce jour, êtes-vous toujours convaincu qu'ils n'ont nullement l'intention de faire marche arrière ?

Sincèrement, si j'étais député Renaissance et que je lisais un sondage révélant que 62 % de mes propres électeurs sont opposés aux ZFE – alors que seuls 19 % y sont favorables – je me poserais sérieusement quelques questions. C'est un chiffre lourd de sens, qui révèle un profond malaise démocratique. Peut-on durablement gouverner en piétinant la volonté populaire tout en se prétendant démocrate ? Cela pose une question de fond sur la nature même de notre régime.

Ce qu'on appelle pudiquement « déconnexion », c'est en réalité un phénomène culturel massif, une homogénéité mentale qui s'est installée dans les sphères dirigeantes. Quand j'ai commencé à parler des ZFE en janvier, aucun média ne s'y intéressait. Pourquoi ? Parce que la plupart des journalistes vivent dans les centres-villes et partagent les mêmes codes, les mêmes références, les mêmes certitudes. Il a fallu que des millions de Français relayent cette question sur les réseaux sociaux pour que quelques chaînes commencent enfin à se demander ce qui était en train de se passer.

Moi-même, pour être tout à fait franc, je ne mesurais pas l'ampleur du problème avant la fin de l'année dernière. J'ai beaucoup voyagé, j'étais souvent à Paris, rarement dans l'Aude. C'est en y retournant que j'ai

pris la mesure de la fracture. À Paris, dans les ministères, chez les technocrates, les ZFE vont de soi. On « purifie l'air », on « fait le bien », on agit « pour la planète ». Ils ne voient aucun problème. Et c'est là le vrai drame : ils gouvernent un pays qu'ils ne connaissent plus.

L'entretien que j'ai eu avec Agnès Pannier-Runacher m'a, à ce titre, profondément horrifié. Elle est venue accompagnée d'un médecin. Quel message voulait-elle faire passer ? Que la science devait désormais dicter la politique ? Que le gouvernement suivait une ordonnance ? On se demande alors pourquoi on élit encore des responsables politiques. Cette confusion entre expertise sanitaire et légitimité démocratique est la négation même du politique.

Je lui ai posé une question très simple : même du point de vue de votre propre intérêt politique, que faites-vous ? Vous donnez les clés du pays au Rassemblement national. Elle a balbutié, s'est défendue en affirmant que « le RN déforme tout », comme si rappeler les conséquences concrètes d'une politique n'était qu'un jeu rhétorique. Elle semblait découvrir que ce qu'elle faisait avait des effets réels sur la vie des gens.

Et lorsqu'elle m'a parlé des fameuses « dérogations », preuve selon elle de l'humanité du dispositif, je lui ai dit : « Ce que vous appelez une dérogation, c'est une humiliation ». Faire vivre les classes populaires sous autorisation administrative pour pouvoir simplement se déplacer, c'est attentatoire à leur dignité. Et le pire, c'est qu'elle m'a répondu, très sérieusement : « C'est une objection que je peux entendre. » Comme s'il y avait des choses qu'on pouvait entendre et d'autres non. Cette phrase en dit long.

Ils sont totalement déconnectés. Et quand je lui ai

demandé si une évaluation avait été faite sur l'impact économique de la mesure, notamment la décote massive des véhicules devenus invendables, elle est restée interdite. Elle n'y avait tout simplement pas pensé. Pourtant, cela représente près de 50 milliards d'euros de pertes pour les ménages, entre la décote et le coût du remplacement. Concrètement, c'est l'équivalent d'un impôt de 2 à 5 SMIC imposé à des millions de Français non imposables. Une ponction massive et injuste sur les classes populaires.

Elle a trouvé que j'exagérais. Elle a décroché son téléphone devant moi pour appeler un grossiste, se renseigner et me démontrer que je faisais erreur, comme si elle découvrait en direct la réalité qu'elle était censée piloter. Ce moment était surréaliste.

Et la semaine suivante, elle déclarait à la télévision que « les moins riches n'ont pas de voiture », ignorant que 40 % des Français vivent en zone rurale et que, pour eux, la voiture n'est pas un luxe, mais une condition de survie.

Si vous êtes très critique envers le camp présidentiel, vous l'êtes tout autant à l'égard des écologistes et de La France insoumise, que vous décrivez comme « épris de contrôle social radical ». Or, ces forces politiques se revendiquent habituellement de l'égalité en tout, notamment sur les questions sociales ou migratoires. Comment expliquez-vous une telle contradiction ?

Le paradoxe est flagrant : l'un des partis qui se réclame en permanence de l'égalité, La France insoumise, ne désavoue pas les ZFE, bien qu'une large partie de sa base électorale les désavouent.

Pour préserver son alliance politique avec les écologistes, LFI tente un exercice d'équilibrisme :

officiellement opposée aux ZFE... sauf quand il existe des alternatives en transports en commun. Une position absurde dans la ruralité, où les bus sont rares, les métros inexistants, et les trajets multipliés. Faudrait-il tapisser les villages de lignes de tram ? Même en ville, cette logique échoue dès qu'on parle de familles.

Un parent avec deux enfants, devant passer par une crèche et un collège avant de se rendre au travail, ne peut pas gérer sa vie quotidienne avec les transports en commun, à moins de réveiller toute la maisonnée à cinq heures du matin. Et que dire des personnes âgées ? Leur demander de trimballer leurs courses dans des transports bondés, c'est méconnaître leur réalité, surtout leur dignité.

Ces partis se retrouvent donc en contradiction totale avec les principes qu'ils prétendent défendre. Ils parlent d'égalité sociale, mais valident une mesure qui fracture le pays selon les niveaux de revenus.

Quand j'ai commencé à parler de « ségrégation sociale », certains ont bondi : « Ce mot est trop fort, on n'a pas le droit de l'employer ! », m'a-t-on dit. Mais alors, quel est le mot juste ? Interdire à des millions de Français l'accès aux centres urbains en raison de leur véhicule, ce n'est pas une abstraction technocratique : c'est bien une forme de ségrégation sociale.

Depuis la parution de votre ouvrage Les #Gueux fin mars, vous êtes devenu l'un des visages emblématiques de la contestation contre les ZFE. Qu'est-ce qui vous a poussé à vous engager dans ce combat ?

Je me suis engagé contre les ZFE le jour où, dans mon village du Sud, j'ai compris que cette mesure n'était pas une loi comme les autres. C'était une rupture d'égalité des droits. Une sortie de la logique

républicaine.

Quand j'ai pris conscience de ça, je n'ai pas tergiversé. J'ai commencé par regarder, concrètement, dans mon village, combien de personnes allaient être exclues. La dame qui tient l'épicerie m'a répondu : *« Mais tout le monde. »*

Et là, j'ai compris qu'on faisait face à une partition territoriale d'une violence inouïe. J'ai rédigé un premier post sur X, que j'ai terminé ironiquement par ces mots : *« Mais on s'en fout, ce sont des gueux. »* Le lendemain, 540.000 personnes l'avaient lu.

Le hashtag #gueux est né de là. Et avec lui, un réveil populaire. Depuis, je me suis laissé entraîner dans ce combat, et je n'ai aucune intention de le quitter. Parce qu'aucun responsable politique n'a le droit de remettre en question les principes fondamentaux de notre République. Et aucun citoyen digne de ce nom ne doit le permettre.

Ce combat, c'est une véritable histoire populaire, qu'on peut relier, dans sa logique, à celle des Gilets jaunes. Il dit une chose essentielle : vous ne pouvez pas dissoudre le peuple. Il existe. Il résiste.

Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles d'Epoch Times.

https://www.epochtimes.fr/alexandre-jardin-lecologie-ser-t-doutil-de-controle-social-2948960.html?utm_source=fr_dujournoe&src_src=fr_dujournoe&utm_campaign=fr_dujour-2025-05-05&src_cmp=fr_dujour-2025-05-05&utm_medium=email&est=yr1f7Teu%2BTFuJUMQjXvMoVJasWFIGiUbVzC5%2BBUBiNwd4R1Us%2B%2B9UisKzq0j